

1<sup>re</sup> Année. — N° 2.



22 Février 1917



ARCHIWUM  
LEGIONÓW  
i N. K. N.

Nr 1645

LA  
**REVUE**  
DE LA  
**PRESSE**  
PARAISANT TOUS  
LES JEUDIS  
*C*

Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

## *A nos Lecteurs*

*L'œuvre de documentation que nous présentons au public a pour but de lui faire connaître l'opinion qui se manifeste dans les pays les plus importants de l'Europe, par la voie des journaux.*

*Il est, croyons-nous, utile à chacun de connaître exactement les pensées de ses amis et de ses ennemis.*

*Notre journal se renseignera d'une façon scrupuleusement exacte sur les sources des articles qu'il reproduira en tout ou partie.*

# La Revue de la Presse

PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

## ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse . . . . . par semestre Fr. 4.50  
Etranger . . . . . » » 5.50

## PUBLICITÉ

S'adresser à l'administration de la Revue,  
3, rue Merle d'Aubigné, Genève

## PRIX DU NUMÉRO

Suisse . . . . . 25 centimes  
Etranger . . . . . 30

1<sup>re</sup> Année

22 Février 1917

N° 2

## FRANCE

### Le conflit germano-américain

Le *Journal des Débats* suit avec intérêt le fléchissement graduel de la courbe que présente l'évolution allemande, dans ses rapports avec les Etats-Unis. Selon le mot spirituel de M. Rocheblave, cette courbe pourrait être qualifiée, çà et là, de « courbette ».

C'est un résultat dont la *Patrie* félicite hautement le Président des Etats-Unis :

Ah ! si M. Wilson, au lieu de rompre immédiatement, avait recommencé la conversation diplomatique, pendant le jeu des notes, certains adoucissements de principe auraient été consentis par le gouvernement de Berlin. Washington eût obtenu des satisfactions morales, et la piraterie eût continué ses crimes. C'est ainsi, du moins, que le kaiser et ses ministres escamotaient les événements. Mais ceux-ci ont pris une tournure opposée. L'Amérique parle net et, avec elle, tous les neutres, en somme, ont fait des réserves menaçantes pour l'avenir.

L'attitude des autres républiques américaines n'est pas moins intéressantes, au dire de *l'Oeuvre* :

Le Brésil a carrément expédié trois paquebots vers l'Europe, sans souci du blocus allemand ; il a fait savoir catégoriquement à Berlin qu'il n'admettrait pas des empêchements quelconques à la liberté de sa navigation maritime. On croit que sa note officielle envoyée à l'Allemagne a été confirmée, aggravée même par un autre communiqué. Il nous paraît probable, d'autre part, qu'il y a concordance soutenue entre les démarches de Rio-de-Janeiro et de Washington.

L'Argentine s'est émue des commentaires qu'a suscités sa réponse, aux Etats-Unis surtout ; il a été affirmé, puis démenti, que les banquiers de New-York lui refusaient l'emprunt depuis longtemps négocié, parce qu'elle semblait se placer à l'écart et ménager l'Allemagne. Une note officieuse de Buenos-Ayre affirme aujourd'hui que la note expédiée à Berlin signifiait que l'Argentine n'accepte pas le blocus allemand. Malgré les efforts acharnés des germanophiles, il y a tendance à un rapprochement avec le Brésil, depuis que le président argentin Irigoyen s'est séparé de M. Bécu, ex-ministre des affaires étrangères.

De même que les trois bateaux partis de Rio, l'« Orléans » et le « Rochester » avancent sur

l'océan à la rencontre d'une problématique torpille, Bordeaux les attend.

Le *Petit Parisien* résume comme suit l'état de l'opinion en Amérique et en Allemagne :

Les articles des grands journaux américains attestent que ni la libération des marins du « Yarrowdale », — qui est un fait accompli, — ni les messages d'adieu du comte Bernstorff n'ont produit aux Etats-Unis les effets escomptés par le chancelier. La tension reste constante, c'est-à-dire que le moindre incident substituera le conflit à la simple rupture...

« Nous ne reculerons pas », dit la presse berlinoise. « Nous ne nous soumettons pas à un impérialisme qu'il faut détruire », riposte la presse new-yorkaise. Les positions étant ainsi prises, les deux gouvernements manifestant dans le débat ouvert des intentions irréductibles, l'on ne voit plus comment un compromis pourrait intervenir : une transaction serait d'autant plus malaisée à négocier maintenant que les régions de la république les plus éloignées de la côte atlantique, celles qui par suite s'intéressaient le moins jusqu'ici au conflit mondial, sont menacées par l'arrêt ou le ralentissement de la navigation. Qu'ils cèdent à des préoccupations morales ou à des considérations matérielles, les Américains ne peuvent plus admettre bénévolement la continuation du blocus.

Dès lors on comprend le recul esquissé par l'Allemagne et que souligne *l'Evénement* :

La Wilhelmstrasse ne renoncera au suprême espoir de négocier encore, de duper encore, que lorsque l'inéluctable destin sera accompli. Ce n'est pas M. Wilson qui tergiverse, qui tente de reprendre la conversation, qui sollicite un répit de la fatalité, c'est Guillaume II.

Devant les hésitations germaniques *l'Echo de Paris* regrette amèrement que les neutres d'Europe n'aient pas osé apporter leur appui à M. Wilson :

En désertant ainsi la cause que le plus puissant d'entre eux les conviait à défendre, à ses côtés, par des actes et non pas seulement par de stériles protestations, les neutres d'aujourd'hui ont montré quelle distance morale les séparerait des vaillants et avisés champions que celle-ci avait trouvés, il y a quelque cent trente ans chez leurs ancêtres, les glorieux promoteurs de l'historique Ligue des Neutres. Comment n'ont-ils pas pris garde que leur attitude venait bien fâcheusement à point pour justifier, aux yeux les plus prévenus en leur faveur, les théories menaçantes de la politique allemande sur le sort fatalement réservé aux petits

Etats pour lesquels, au dire de M. de Jagow, il n'y avait plus désormais de place dans l'ordre européen. Comment ne se sont-ils pas rendu compte du prix auquel ils s'exposaient à acheter la sécurité précaire et relative de l'heure présente, en lui sacrifiant leur avenir.

On ne saurait s'étonner de l'immense courant de sympathie qui porte la France vers les Etats-Unis. Quand M. Scharp parut, la semaine dernière, à l'Opéra Comique, tous les spectateurs, d'un seul mouvement, se levèrent et, tournés vers sa loge l'acclamèrent avec transport.

### L'Alimentation en France et en Allemagne

Tout en disant: « Nous jugerions très mal celui qui se plaindrait trop haut de ne plus avoir ses aises du temps de paix », le *Temps* juge sans indulgence « les hommes imprévoyants qui ont infligé à des femmes, à des enfants, à des malades » d'inutiles souffrances.

*Excelsior* proteste parce qu'on ferme les maisons de thé deux jours par semaine, mais non les marchands de vins.

*Paris-Midi* gouaille avec une verve quelque peu acide les réglementations nouvelles dont plusieurs boulevardiers s'agacent:

Les Parisiens n'ont pas encore très bien compris pourquoi ils mettent en péril le ravitaillement national s'ils réclament une « glace-citron » ou une « glace-fraise » dans le restaurant où ils ont dîné, mais, s'ils consentent à passer dans le café voisin, on leur servira cette glace sans difficulté...

Le poisson, lui aussi, étonne quand on le voit soumis aux restrictions de la viande. Car le poisson, il y en a ou il n'y en a pas. Il est malaisé de lui dire de revenir se faire pêcher la semaine prochaine. Nos pêcheurs continueront donc à cueillir tout ce qui se présentera dans leurs filets. Limiter la consommation d'un aliment dont est incapable de régler la production, en sorte que les portions non consommées pourrissent sans profit pour personne, paraîtra relever de la même prévoyance administrative qui nous a fait interdire la chasse précisément dans les années où ce supplément de nourriture, qui nous tombait du ciel, nous aurait été précieux que jamais. Nous n'avons mangé ni lièvres, ni perdreaux... ni oiseaux de passage, mais le prix du lapin de clapier et du poulet a gentiment doublé.

En Allemagne, si l'on augmente la consommation de la viande le cheptel sera en péril.

Vu la récolte déficitaire des pommes de terre en 1916, on a dû procéder à un rationnement très sévère, 2 kilogrammes par semaine et par tête. Il s'en est suivi des manifestatons menaçantes. Écoutons le *Matin*:

Devant cette attitude des masses l'on décida de prendre sur les réserves de pommes de terre destinées au bétail, d'abattre les animaux qui ne pourraient pas être nourris et de livrer à la consommation la viande ainsi obtenue.

Cette décision a rencontré dans le sein de la commission, présidée par Bethmann-Hollweg, l'opposition la plus vive.

Les 125 grammes de viande alloués représentent, en effet, le maximum du rendement de l'exploitation rationnelle de l'élevage. Tout surplus est donc prélevé sur le cheptel, c'est-à-dire sur un capital évalué à 13 milliards de francs.

L'augmentation de 325 grammes par semaine et par tête représente en chiffre rond pour toute l'Allemagne 90,000 tonnes par mois. Pour obtenir cette quantité de viande il

faut abattre par mois au moins pour 350 millions de francs de bétail.

Ce n'est pas tout. La pénurie des fourrages et la diminution de la production du lait qui s'en est suivie ont contraint les éleveurs à abattre les veaux. Ce qui fait que le bétail n'est pas renouvelé d'une façon normale. Par conséquent on est sûr d'être encore au-dessous de la vérité en évaluant à un demi-milliard la portion mensuelle par laquelle l'Allemagne va entamer le capital de son cheptel.

Un simple calcul montre que deux ans de ce régime anéantiraient complètement le cheptel allemand. Mais il suffirait qu'il fût diminué d'un tiers pour bouleverser durant de longues années toute son exploitation agricole.

En augmentant la ration de viande, l'Allemagne risque un enjeu terrible pour elle.

D'autre part, le journaliste américain Ackerman, revenu d'Allemagne avec M. Gérard, publie des détails précis sur la disette qui sévit à Berlin:

Chaque habitant reçoit de la municipalité les cartes suivantes: cartes de pain, qui deviennent de moins en moins proportionnées aux besoins, au fur et à mesure que se font plus rares les autres aliments, et principalement les légumes; cartes de pommes de terre; cartes d'œufs; cartes de viande; cartes de sucre et de confiseries; cartes de lait; cartes de graisse, beurre et margarine, et, enfin, une carte supplémentaire générale.

A l'heure actuelle, c'est surtout la pomme de terre qui manque à Berlin. La récolte de pommes de terre a été une grosse déception.

Il existe aussi une carte d'œufs, ne donnant droit qu'à deux œufs par mois. La ration de viande est d'environ une demi-livre par semaine et par personne.

M. Ackermann avait, pour lui et sa famille, quatre cartes donnant droit à quatre livres de sucre par mois:

Seules les familles ayant des enfants âgés de moins de dix ans ou des malades ont droit aux cartes de lait. Ces cartes permettent de se procurer un litre par jour. Les cartes de graisse étaient valables pour 90 grammes de beurre et de margarine par semaine.

Il y a encore une neuvième carte, pour le savon. Elle donne droit à un pain de savon par personne et par mois. Ce savon est de qualité tout à fait inférieure, car les produits habituels ont disparu en Allemagne. Il n'en coûte pas moins 2 marks 50 le pain.

Le stock des vivres qui étaient autrefois importés de pays neutres proches de l'Allemagne, tels que la Hollande et le Danemark, s'épuise rapidement. On ne peut plus se procurer, d'une manière générale, ni fromage, ni cacao, ni café, ni thé, ni chocolat. Seuls les gens très riches ont chez eux du café, et encore en possèdent-ils des quantités très minimes. On sert dans les hôtels et restaurants un pseudo-café d'un goût abominable.

Les vêtements ont diminué en quantité et en choix dans la même proportion que les vivres. Pour se procurer la plupart d'entre eux, il faut obtenir une autorisation de la municipalité. C'est ainsi que, pour la lingerie d'homme et de femme et le linge de table, la personne désirant acheter ces articles doit prêter serment devant un magistrat pour affirmer qu'elle en a un besoin pressant. Encore, l'autorisation ne lui sera-t-elle donnée que pour des quantités très réduites.

La famine est telle que les Allemands riches paient les vivres à n'importe quel prix:

Nous avons pu nous en rendre compte au moment du départ de la colonie américaine. L'ambassade et le consulat furent littéralement pris d'assaut par une foule désireuse de

payer n'importe quoi pour avoir des vivres supplémentaires.

Une autre indication significative est donnée par le Dr Schiltenbruer, député au Landtag de Bavière, dont on peut résumer ainsi le discours :

L'orateur estime que « la situation n'est pas très favorable ». Il indique les causes : prix des céréales à pain fixé trop bas, prix des céréales à fourrage fixé trop haut, et il conclut : « Les deux journées de recensement général des vivres du 15 février et du 1er mars décideront du sort de l'Allemagne. Ne cachez pas ces jours-là vos blés et vos pommes de terre. Pour ne pas périr misérablement, faites votre devoir envers le pays. Car si le résultat du recensement ne permet pas de résister jusqu'en août, nous serons la proie de la famine, et alors la population agricole sera chargée d'une responsabilité formidable. »

Mais, à plusieurs reprises, remarque l'*Action française*, les Allemands on exagéré la situation :

Ils ont fait courir intentionnellement le bruit que leurs ressources étaient sur le point de s'épuiser, pour bénéficier ensuite de la réaction que ne devait pas manquer de produire la constatation que l'Allemagne n'était pas encore morte de faim.

Il convient donc de se demander si les paroles franchement pessimistes du député bavarois ne sont pas un avertissement énergique donné aux agriculteurs d'avoir à faire tout le nécessaire pour surmonter la crise. Il serait prudent, au moins, de considérer l'hypothèse avant de tirer des conclusions prématurées.

*Le Temps* se demande si la gêne alimentaire sera ressentie par les troupes combattantes :

Tant que l'arrière seul souffrira, la docilité inépuisable du peuple, d'une part, la brutalité dugouvernement, d'autre part, suffiront à conjurer les conséquences de cette gêne. Mais si, ne fut-ce que quinze jours, la crise atteint l'avant, alors tout peut changer.

En attendant, les Alliés auraient tort de faire intervenir la famine dans leur façon de conduire la guerre à terme. C'est la conclusion qu'inspire au *Figaro* un dessin du *Simplicissimus* :

Une caricature récente d'un journal illustré de Munich montrait un dîneur penché sur une assiette à peu près vide et murmurant : « Un jour sans viande ne serait rien, s'il y avait de la viande les autres jours. » C'est le mot d'un homme dont l'estomac ne se résigne pas sans protester ; c'est de l'humour assez âpre ; ce n'est pas du désespoir, et un pareil état d'esprit n'y conduit point.

L'*Intransigeant* s'exprime, sur ce sujet, avec un bon sens persuasif :

L'Allemagne peut détruire son cheptel, sacrifier à la mortalité infantile l'avenir de sa race, vider ses réserves financières, souffrir de la faim, appeler au feu ses gamins de 16 ans et ses vieux de 60. Elle fera bien d'autres choses encore puisque c'est, pour elle, une question de vie ou de mort. Et nous ne saurons jamais à quelle heure de quel mois, dans quelle année, elle dira qu'elle en a assez.

Nous ferons donc bien de ne pas compter sur elle, mais sur nous, pour faire sonner l'horloge. Nous avons à réaliser

nous-mêmes, à l'arrière, un énergique resserrement économique pour tenir jusqu'au bout sans trop de souffrances. Travaillons, les yeux rivés sur notre effort, non sur l'affaiblissement de l'ennemi.

*The New-York Herald* (Ed. Paris), 15.II.17. — La tension des rapports germano-américains.

On admet comme certain que la guerre est à présent inévitable :

Le premier acte d'hostilité le plus probable commis par les Allemands sera l'attaque tentée par les réservistes teutons qui n'ont pu regagner l'Europe à temps ; où ces éléments se grouperont-ils ? Vous le devinez. Ceux qui donneraient asile à ces bandes encourraient une grave responsabilité. Cependant, nous croyons fermement qu'il existe une forte organisation militaire allemande, au sein même des Etats-Uns ; nous croyons que les armes sont en lieu sûr, à l'abri des recherches de la police ; nous croyons que le mot d'ordre a été donné par les chefs qui partent aux chefs qui restent ; l'exode discret d'un tas de progermains vers le Sud est une indication suffisante. Il faut considérer l'hypothèse où ils auraient trouvé un autre Ferdinand de Bulgarie, dans le Nouveau-Monde.

Mais, après le contre, pesons le pour ; le Japon a très loyalement protesté de sa bienveillance, en cas d'intervention, et il promet même son appui. En outre, un homme averti en vaut deux, et le gouvernement américain a dû prendre des mesures. Si la flotte de guerre de l'Oncle Sam se met à faire la chasse aux requins, il est probable que ceux-ci renonceront à la partie ! Mais nous entendons, hier encore, discuter cette question : « Qui des deux déclarera la guerre à l'autre ? » Il y a cent contre un à parier que ce sera l'Allemagne!..

### Divers

*The New-York Herald* (Ed. Paris), 15.II.17. — La visite du Kaiser à Vienne.

Il est certain que le but de la visite de l'empereur Guillaume à Vienne était de fermer les fissures qui commençaient à se produire dans l'alliance austro-allemande à raison du peu de disposition que manifestait l'empereur Charles de donner tout son appui à la proposition d'une campagne de piraterie sous-marine impitoyable. Un résultat de la visite est mis en lumière dans le communiqué donné par l'« Officiel Central Correspondenz-Bureau » de Vienne ; ce document démontre que les deux empereurs sont tout à fait d'accord en ce qui concerne l'emploi de n'importe quelle méthode de guerre, apte à raccourcir le conflit actuel.

*La Dépêche de Toulouse*, 16.II.17. — Pour la paix sociale :

La loi des démocraties est le combat des idées. Ce qu'on doit attendre de nous ce n'est pas que nous abdiquions. Ce n'est pas que nous souffrions la République dégradée par des insultes ou minée de conspirations. Ce qu'on peut nous demander, c'est le respect des personnes. A l'Eglise nous ne demandons en revanche que de savoir vivre en paix dans la faveur des fidèles et l'indifférence des autres. Bien loin de « manger du prêtre », nous voulons tout simplement que le prêtre ne nous mange pas. S'il veut être traité comme tous les citoyens, qu'il commence par leur ressembler. Du clergé nous exigeons que, professant sa religion au grand jour, loin des prosélytismes suspects, il daigne communier comme nous dans la tolérance générale.

## ANGLETERRE

*The Times*, 14.II.17 :

L'intéressante et profitable discussion soulevée hier à la Chambre des lords démontre que nous nous attendons à ce

que la guerre sous-marine nous fasse le plus grand mal et que nous sommes prêts à nous opposer au danger. Les principaux orateurs n'ont pas cherché à diminuer le péril. Ils en ont parlé gravement comme Sir Edward Carson dans

son entretien avec un journaliste français, mais aussi comme lui ils en ont parlé avec la conviction que l'on peut en venir à bout. La nouvelle phase de la guerre sous-marine n'avait commencé que depuis quinze jours et cependant Lord Lytton pouvait constater que nos contre-mesures avaient déjà obtenu des « succès très considérables ». — Le Premier Lord de l'Amirauté a dit que nous avons détruit un « très grand nombre » de sous-marins ennemis et Lord Curzon a informé son auditoire que l'amiral Jellicoe et ses collègues « ne sont pas mécontents » de ce résultat. Le nombre de navires marchands augmentera au fur et à mesure que la mise en état de leur armement progressera; pour combattre efficacement les attaques des sous-marins, d'autres mesures sont encore perfectionnées et employées.

La situation, dit Lord Beresford, n'a jamais été bien claire, mais sous peu elle le sera. Elle est sérieuse et exigera probablement de nous tous encore de plus grands sacrifices, non pas à cause du tonnage que les sous-marins ont détruit, mais parce que les immenses besoins de nos troupes à l'étranger et de celles de nos Alliés ont amené une énorme réduction du tonnage réservé au commerce et les besoins civils. Nous avons en tout cas fait remarquablement bien. Nous aurions encore mieux fait, si nous avions pris plus tôt les mesures pour prévenir ce danger manifestement menaçant.

*The Morning Post*, 14.II.17. — Les derniers jours de l'emprunt, c'est actuellement le moment propice :

L'Allemagne est résolue de finir la guerre cette année-ci, vainqueur ou vaincu. C'est l'évidence même. Il est par exemple connu que l'Allemagne prépare l'envoi sur les champs de bataille de nouvelles formations beaucoup plus nombreuses qu'il ne lui serait possible d'y maintenir. Si ces formations ont de l'influence sur le résultat de la prochaine campagne, la victoire sera décisive, si elles n'ont pas d'influence, l'insuccès sera irrémédiable. Tout est en cause dans le dernier élan désespéré. C'est pourquoi les Alliés — et plus spécialement notre pays, pilier de l'alliance — ne doivent épargner aucune des mesures nécessaires pour assurer l'échec de l'effort final de l'ennemi. Ménager pour plus tard des ressources qui pourraient être utiles sur le champ, serait une grave faute d'appréciation dans le calcul des chances; cela entraînerait, dans l'hypothèse la plus favorable, une prolongation inutile d'une lutte immensément coûteuse; dans le cas contraire, cela nous frustrerait des bénéfices de tous les sacrifices du passé et de tous les préparatifs faits pour l'avenir.

Le peuple de ce pays doit concevoir que le moment est venu de développer toute sa force, sans réserve et sans arrière-pensée. S'abstenir veut dire être traître à la cause pour laquelle on a déjà combattu et pour laquelle on a déjà tout enduré. Pour l'instant on demande de l'argent — tout l'argent — que les citoyens peuvent réserver ou emprunter par la force des économies à faire dans l'avenir. L'emprunt de guerre doit être un succès accablant, voilà le point essentiel pour assurer cette année la victoire aux Alliés et la défaite de l'Allemagne.

Chaque Anglais aimant son pays natal a le devoir évident et souverain de se demander s'il a souscrit à l'emprunt tout ce qu'il peut donner — à savoir non pas tout ce qu'il peut commodément épargner, mais tout ce qu'il peut tirer de lui-même. Raisonner ainsi n'est pas seulement patriotique, mais simplement prudent, car si cette guerre n'est pas gagnée par les Alliés et l'issue décidée cette année, tout est perdu. La chance se présente aujourd'hui et ne reviendra jamais, de pouvoir donner un coup écrasant au plus formidable ennemi que la nation ait jamais eu devant elle; et l'Anglais qui dans un pareil moment laisse inachevé ce qu'il a la puissance de faire, n'aura jamais plus le droit de s'excuser ou de s'estimer. C'est actuellement le moment propice de faire tout ce qu'il doit pour son pays.

*The Daily Telegraph*, 14.II.17. — La nouvelle tâche de la Flotte.

Nous voyons avec plaisir la discussion soulevée par Lord Beresford, parce que toutes les classes et spécialement celles qui suivent avec moins de soucis le mouvement des événements doivent se rendre compte, autant que cela les concerne elles-mêmes individuellement, de la gravité de la situation et de ce qu'elle implique. Earl Curzon parlant, la semaine dernière, avec l'autorité d'un membre du War Cabinet, avertissait la nation qu'une grande erreur serait commise si elle considérait l'introduction de la campagne sous-marine comme un simple acte de folie. Il a fait remarquer que si c'était de la folie, c'était une folie « calme, calculée, préméditée et bien organisée », appuyée non seulement par les hommes qui en ont dressé les plans, mais autant que nous puissions juger, par l'assentiment enthousiaste du peuple allemand. Ce sont des vérités et les ignorer serait une sottise. La piraterie sous-marine à outrance n'est pas un simple bluff; elle est le fruit de préparatifs coordonnés avec soin, qui, comme le chancelier de l'Empire l'a expliqué, se préparaient depuis un an et plus. Les Allemands sont affreusement sérieux (are desperately in earnest), et nous devons adopter une attitude analogue en présence de conditions qui ont déjà obligé le Premier Lord de l'Amirauté à rompre un silence généralement observé par les officiers de marine occupant cette haute charge.

*The Times*, 14.II.17. — Contre la piraterie nouvelle :

L'offre du Gouvernement allemand de négocier « formaly ou informaly » avec les États-Unis, a reçu l'unique réponse compatible avec l'amour-propre américain. L'historique — et la chronologie — de l'épisode sont intéressantes. M. Gérard a quitté Berlin samedi et le même après-midi, le ministre suisse à Washington a suggéré au Département d'État que l'Allemagne « consentait à négocier » — mais à une condition. Cette condition était qu'on ne devait pas se mêler du soi-disant blocus commercial de l'Angleterre. La première communication fut faite de vive voix, mais M. Lansing est prudent et pria de faire la proposition par écrit. Il paraît que dimanche soir encore, rien n'était fait. Le lendemain la réponse du président était prête. Il va sans dire que cette réponse était excessivement polie, mais conditionnelle. Elle disait que le Gouvernement américain discuterait avec plaisir n'importe quelle question que le gouvernement allemand voudrait bien soulever, mais qu'en premier lieu l'Allemagne devait retirer la note du 31 janvier. Tant et jusqu'à ce que le Gouvernement allemand n'aura pas renouvelé les promesses qu'il a faites à M. Wilson après avoir coulé le « Sussex », promesses qui ont perdu leur signification par suite de la nouvelle note, et jusqu'à ce que les promesses ainsi renouvelées auront reçu un commencement d'exécution, le Gouvernement américain ne se sentira pas de son côté en état de pouvoir commencer avec l'Allemagne une discussion concernant la politique de guerre sous-marine contre les neutres, telle qu'elle se fait maintenant. L'insolence de l'Allemagne d'inviter le Président à négliger l'acte qui justement le décida à rompre les relations, méritait la rebuffade reçue.

La déclaration officielle émanant de Berlin, que les neutres se sont, jusqu'à présent, réjouis d'une « période de grâce » qui se termine maintenant, et qu'ils doivent dorénavant s'attendre à toutes les rigueurs de la « dureté », pourra difficilement consolider la position du troupeau de pacifistes du comte Bernstorff, troupeau déjà déconcerté par la réponse décidée du président Wilson. On observera que la déclaration a été faite le lendemain de la réponse, et qu'elle dit que la « période de grâce » — dont on n'avait jamais entendu parler — expirait le jour même où la réponse a été faite. Nous ne savons pas si l'Allemagne a répondu affirmativement ou négativement à l'Amérique qui lui demandait de renouveler ses promesses de restreindre la guerre sous-marine à outrance et d'agir conformément à ces promesses,

mais la coïncidence des dates sera observée de l'autre côté de l'Atlantique. L'annonce est très explicite. Elle déclare que l'avertissement qui a été donné est maintenant mis en vigueur et que les navires qui entrent dans les zones du blocus le font à leurs risques et périls. Aucune preuve ne pourrait être plus convaincante que l'Allemagne pense persister dans la politique que M. Wilson réprovoque comme illicite et inhumaine, sinon la perpétration d'un acte d'hostilité ouverte que le Président semble attendre.

*The Morning Post*, 16.II.17. — La maison que Jack a construite :

Il est manifeste que le gouvernement n'a pas encore eu le temps d'étudier une politique agricole pratique et convenable. L'hostilité traditionnelle vis-à-vis des intérêts des cultivateurs existe toujours dans l'administration. Le cultivateur est disposé et empressé à faire son travail, mais il ne peut pas le faire s'il est harcelé par le Board de l'agriculture trop faible pour sauvegarder ses intérêts et le contrôleur de l'alimentation dont le rôle est de fixer les prix qui apaiseront le consommateur.

Le plus nécessaire est que le gouvernement élabore des principes solides et bien étudiés. C'est une erreur que de fixer les prix. Lorsque la famine menace ce n'est pas un mal d'avoir des prix élevés; ils sont le remède de la nature, ils encouragent la production et découragent la consommation. Il faut taxer les profits des cultivateurs, mais non pas agir de façon que la culture ne soit profitable. Le gouvernement considère-t-il la culture comme une industrie inutile ou considère-t-il le cultivateur comme nécessaire à la nation, comme il le fait pour le soldat ou le matelot. Si c'est le premier cas, nous comprenons la politique de répression et de découragement; mais dans le second cas, on doit tout faire pour venir en aide au cultivateur. On doit le laisser autant que possible à son travail et lui assurer une certaine provision de pétrole pour ses machines agricoles et surtout s'il étend ses idées de production il doit lui être permis de faire son travail d'une manière qui ne le mène pas à la banqueroute prochaine et inévitable.

*The Daily Telegraph*, 16.II.17. — L'interview de Sir W. Haig.

Hier, à la Chambre des communes, le Commander Wedgwood interpella le sous-secrétaire du Département de la guerre, lui demandant si son attention avait été attirée sur une interview publiée par la presse et laissant entendre que Sir Douglas lui-même l'avait accordée à des journalistes

français. Pareille interview a-t-elle été autorisée et approuvée par le gouvernement, si non quelles mesures se propose-t-on de prendre ?

M. Dillon s'informe si l'attention de l'hon. Gentleman a été attirée par le fait que dans les divers journaux les comptes-rendus de l'interview étaient matériellement différents et si étant donnée la situation exceptionnelle du personnage qui a accordé l'interview, le gouvernement ne voudrait pas faire publier, dans l'intérêt du grand public qui en dépend, un rapport officiel authentique de l'interview.

M. Macpherson répond que la seconde partie de la question de M. Dillon regarde entièrement le Leader de la Chambre et le gouvernement. Il ajoute : « J'ai vu la teneur d'un compte-rendu de cette interview qui a été accordée à la presse; mais les circonstances exactes de l'incident ne m'ont pas été communiquées. » M. Dillon demande si l'on prendra sa suggestion d'un rapport officiel en considération. M. Bonar Law : « Nous avons déjà fait des démarches auprès du commandant en chef pour savoir ce qui s'est passé et nous ne pouvons rien faire avant que nous n'ayons reçu la réponse. »

*The Daily Telegraph*, 16.II.17. — La multiplication des administrations officielles :

Lord Midleton a attiré hier l'attention de la Chambre des lords sur « la multiplication des administrations officielles et des bureaux » et fait mention d'un rapport détaillé, montrant le budget, de tous les édifices en construction l'année passée, des loyers et des dédommagements, etc., etc., payés pour les hôtels repris, et le nombre des fonctionnaires employés dans les nouveaux ministères. Ce sujet retient de plus en plus l'attention et il y avait un assez grand auditoire de pairs pour entendre son discours ainsi que la réplique de Lord Curzon.

Le duel oratoire fut ce que l'on pouvait attendre. Lord Midleton s'est étendu sur « l'orgie régulière et sans contrôle » des nouveaux départements avec de nouveaux fonctionnaires et de nouveaux bureaux. Lord Curzon excuse par « l'immensité et l'intensité de la guerre ». Il dit : un jour on exige ceci, l'autre cela. Lord Midleton dénonce évidemment le fait que les nouveaux ministères ont pris possession d'édifices à droite et à gauche et ont augmenté les emplois sans prendre en considération les dépenses. Lord Curzon prie alors la Chambre de délibérer et de tenir compte de l'infini de services nécessités par la guerre et l'incomparable expansion de l'effort britannique ayant nécessité toute cette vaste augmentation du « Civil Service ».

## ALLEMAGNE

*Leipziger Neueste Nachrichten*, 13.II.17. — Les Armes de Jonathan :

« L'Amérique est militairement impuissante », écrivait la « Lanterne » de Paris, après la remise de la note de rupture de Wilson, et il lui manque toute expérience de guerre. Si l'on se rappelle qu'en son temps la même feuille attendait de l'entrée en lice de la Roumanie, une solution décisive, « de ces valeureux et invincibles soldats qui renverseront par leur ruée l'Autriche d'un seul élan », on peut présumer que les données officielles concernant la force armée de l'Union, apparaissent aussi comme trop flattées. Le président en charge des Etats-Unis a très bien su pourquoi il s'est effacé au moment propice devant Carranza, et pourquoi il a renoncé à Vera-Cruz. Sa garde « empesée » n'a pas osé se mesurer avec le pauvre petit Mexique divisé. Il est possible qu'un agresseur de la grande république ferait de désagréables expériences, pays et gens s'adaptant à une guerre de francs-tireurs, mais pour une offensive, surtout une offensive par delà les mers cela ne suffit pas.

L'art de bluffer s'arrête pour Wilson sitôt que les choses sont poussées à fond. Il s'est probablement bercé jusqu'au dernier moment de l'espoir qu'il allait réduire l'Allemagne par de nouvelles menaces diplomatiques. Il n'a pas compris qu'il n'y a plus d'hésitation ou de recul possible pour le gouvernement allemand. Il a montré par sa note collective aux puissances neutres, combien il peut se tromper sur ses moyens, quand le temps de la stratégie en manches de chemise est passé. Les rares lecteurs de ses livres savamment arrangés, avaient déjà été désagréablement surpris de ses mauvaises connaissances des conditions et des nécessités vitales des Etats non américains. Aujourd'hui, après les réponses de la Suisse, de l'Espagne et de la Scandinavie, la naïve ignorance de Wilson des caractères des peuples étrangers est manifeste pour tout le monde. Le pacifiste aimé, l'apôtre du droit, devra abandonner l'espérance de tirer d'Europe pour l'Entente des troupes mercenaires fraîches, par des sommations sur papier, dans le seul but de masquer ainsi sa propre impuissance.

*Kölnische Zeitung*, 13.II.17. — La doctrine de Monroe européenne:

Les rêves orgueilleux du président des Etats-Unis ont été cruellement dissipés. Il s'est si souvent considéré comme l'avocat des neutres, le gardien des droits de l'humanité et de belles choses qu'il a cru que tout le monde neutre le suivrait docilement quand il passerait des grandes phrases aux actes, et qu'il renoncerait totalement à sa neutralité partielle en faveur de l'Angleterre.

Les autres peuples lui ont répondu par une gerbe de notes desquelles M. Wilson peut apprendre, qu'ailleurs, on ne partage pas la manière de voir de l'Amérique en ce qui concerne ses relations avec le reste du monde, et qu'on repousse absolument ses théories en matière de droit des gens.

M. Wilson s'est totalement trompé. Les peuples neutres d'Europe s'en tiennent après comme avant toujours à la vieille doctrine de Monroe de la non-intervention; et ils n'appliquent que la moitié européenne de cette doctrine quand ils disent au président américain: Vos mains loin de l'Europe! M. Wilson leur a démontré par son étrange sommation de s'allier avec lui contre l'Allemagne combien il est nécessaire pour l'Europe de s'en tenir à cette partie de la doctrine de Monroe. Un chef d'Etat aussi peu au courant que l'est de leur situation le président des Etats-Unis n'est pas capable d'être leur conseiller et leur guide en ce qui concerne les intérêts européens. Ils se sont rendus compte qu'ils ne feraient que servir les intérêts américains et qu'ils nuiraient à leurs propres intérêts, s'ils se laissaient tenter par les tractations insidieuses et pressantes qui se cachent sous les phrases d'idéalisme humanitaire dont l'écho leur parvient par delà les mers.

*Frankfurter Zeitung*, 14.II.17:

On a comparé la position des puissances centrales dans la guerre, particulièrement celle de l'Allemagne, à une forteresse assiégée. La comparaison correspondait d'emblée bien plus au désir de nos ennemis et une certaine idée de politique d'encercllement, qu'à la réalité. C'est en effet une drôle de chose que cette forteresse assiégée qui n'a pas cessé de s'étendre loin dans le territoire même de l'assiégeant. Pendant un certain temps nos difficultés économiques ont pu justifier cette image. Nos ennemis ont profité de cet avantage psychologique au-delà de ce que permettait le bon sens, à tel point, qu'ils se sont vus obligés de mettre leurs peuples en garde contre une confiance exagérée en une guerre de famine ou d'usure. Plus la guerre durait, plus cette idée devenait caduque jusqu'au jour où les mêmes désagréments économiques se sont produits aussi bien dans le camp des assiégeants que dans celui des assiégés. L'exemple de la France nous montre aujourd'hui la profondeur de l'abîme qui sépare la réalité des espérances entretenues autrefois avec un si grand soin. Ce n'est pas sans une joie muette que nous nous souvenons des plaisanteries de la presse parisienne à propos de notre pain K — plaisanteries qui se sont arrêtées et pour cause — quand nous voyons aujourd'hui à quel point cette question de pain préoccupe de plus en plus les hommes d'Etat français.

*Munchner Neueste Nachrichten*, 14.II.17. — Allemagne et Grande-Bretagne:

Dans ce système continental l'épanouissement de l'Empire allemand a produit une perturbation. L'Allemagne s'est enhardie à prétendre à sa place au soleil pour procurer du travail et du pain à son peuple, et c'est ce que l'Angleterre ne veut pas lui accorder. C'est ainsi que l'on envisage la situation en Allemagne. Toute la politique anglaise, depuis le commencement de ce siècle, n'a qu'un but: faire de l'Allemagne, à l'exemple de la France, un vassal anglais, ou l'anéantir.

Les modestes précautions de la Grande-Bretagne consistent à construire des dreadnoughts et super-dreadnoughts et à rassembler tous les vaisseaux aptes à une bataille navale dans les eaux les plus rapprochées des côtes allemandes.

L'Angleterre ne s'est pas élevée contre la construction des flottes françaises et russes. Pourquoi? Parce que ni la France ni la Russie ne pouvaient porter ombrage à l'Angleterre par leur concurrence, tandis que l'Allemagne unie se rapprochait toujours davantage du libre échange anglais grâce à l'épanouissement des forces de son peuple laborieux.

*Munchner Neueste Nachrichten*, 14.II.17. — La ligne droite de l'Allemagne:

Il se fait actuellement chez les Alliés et plus encore dans les milieux neutres qui leur sont sympathiques, de très vifs essais pour s'efforcer d'obtenir de l'Allemagne qu'elle renonce au dernier moment à sa guerre sous-marine à outrance. On a maintenant compris que la façon d'agir autoritaire de l'Amérique dont on attendait un effet décisif, n'a pas atteint son but. On a vu qu'on n'a pas réussi davantage, par ce moyen, soit à faire reculer l'Allemagne, soit à engager les neutres à se mettre de la partie. Il semble que pendant un temps — peut-être très court — on s'efforcera de nous amorcer par la ruse plutôt que par de lourdes intimidations. On annonce que différents Etats neutres européens veulent exiger de l'Allemagne une modification de ses déclarations dans le domaine maritime. Nous n'avons pas ici la moindre connaissance d'une démarche semblable émanant de n'importe quel Etat neutre, et cela ne paraît guère probable, étant donné que les neutres européens mieux que les américains, ont bien reconnu le sérieux et la résolution inébranlable de la décision allemande.

Cela ne suffit pas! Le « Times » se fait annoncer de Washington de problématiques espérances américaines:

L'Allemagne songerait soi-disant à marcher de concessions en concessions jusqu'à ce que M. Wilson ait atteint ce qu'il veut. Il est vrai, et c'est ce qu'il faut y voir, que le président et le gouvernement américains, après l'échec évident qu'ils se sont attirés non pas de notre côté, mais de celui des neutres, cherchent par tous les moyens possibles à transformer cet échec en un succès. Il paraît que l'on se cramponne toujours à Washington à l'étrange espérance que l'Autriche-Hongrie pourrait nous amener à une atténuation ou à une modification de notre guerre sous-marine renforcée. On cherche pour cette raison à retarder le plus longtemps possible, la rupture des relations diplomatiques avec elle bien que de tous nos alliés qui tous ont adhéré à une guerre sous-marine sans merci se soit précisément l'Autriche-Hongrie qui y participe activement; suivant les idées du président Wilson, elle devrait donc se trouver englobée en même temps que nous dans une même réprobation. Les assertions à double sens du secrétaire d'Etat Lansing que l'on mande de New-York à la « Gazette de Francfort » procèdent probablement de la même incompréhension de la situation générale.

*Frankfurter Zeitung*, 14.II.17. — La propagande pour l'emprunt de guerre anglais.

Quand on suit dans les journaux anglais le travail qui s'est poursuivi au cours de ces dernières semaines pour arriver à un succès de l'emprunt de guerre du 16 février, on s'aperçoit que les gens compétents ont étudié avec profit les méthodes qui sont le secret du succès des différents emprunts allemands. S'il n'en est pas fait mention dans la plupart des articles de journaux, la dignité anglaise défendant de reconnaître la supériorité allemande dans ces choses-là, il y a pourtant des publications dans lesquelles on indique certains moyens de propagande qui sont souvent tirés de l'exemple donné par les Allemands. Entre

autres, la façon dont se sont organisées les écoles et les corporations pour prendre des mesures en commun concernant la distribution des vivres en Angleterre montre sans contester l'exemple de l'organisation allemande qui fête ici un triomphe muet.

D'autre part, l'activité anglaise pour l'emprunt de guerre offre plus d'un trait qui est intéressant pour nous, et dont l'exemple serait éventuellement bon à suivre.

*Münchner Neueste Nachrichten.* — L'optimisme de Sir Douglas Haig :

Les journaux hollandais annoncent que le maréchal Douglas Haig a reçu les correspondants de guerre français. Le généralissime anglais leur a déclaré que cette année serait décisive, que le front allemand serait enfoncé et que la paix ne devait être obtenue que par la victoire absolue des armes. Les Alliés, a-t-il dit, ne doivent pas se laisser égarer par des propositions ou des menaces. Les armées des Alliés perceront le front occidental et, de la guerre de tranchées, passeront à la guerre de mouvements. Douglas Haig, pour terminer, a exprimé l'espoir dans la victoire de l'Entente pour cette année et a parlé de la prochaine victoire complète des armées italiennes sur l'ennemi héréditaire.

Nous sommes, poursuit le journal de Munich, extrêmement reconnaissants au généralissime anglais pour ses paroles prophétiques. Si la grosse offensive anglo-française de cette année échoue, ce dont nous avons la parfaite conviction, le maréchal Haig et avec lui toute la presse ententiste reprendront le vieux jeu des mensonges qu'ils ont fait fonctionner jusqu'ici après chaque vaine tentative de percer, et l'on dira, comme après la bataille de cet été, que les dites intentions n'étaient pas sérieuses et que l'on n'avait pas du tout en vue d'opérer la percée du front.

*La Frankfurter Zeitung.* — Les idées de Sir Douglas Haig :

Dans son dernier entretien avec un représentant de l'agence Havas, sir Douglas Haig a fait quelques remarques d'ordre militaire, — la décision pourrait être obtenue par le percement de notre front occidental, la décision se produirait sur les champs de bataille, etc., — puis il a terminé en disant : pas de paix sans la victoire complète; gardons-nous des offres de paix de l'ennemi; si l'Allemagne ne peut pas être complètement vaincue au cours de cette année, nous n'hésiterons pas à poursuivre la guerre pour notre sécurité et pour celle du monde.

On avise le « Nieuwe Rotterdamse Courant » de Londres que différentes questions ont été faites à la Chambre des communes au sujet de cette interview. Le ministre Bonar Law aurait dit que l'on fait actuellement des démarches pour arriver à découvrir ce que le général Haig a dit en réalité.

*Kölnische Volkszeitung,* 15.II.17. — L'encerclement de l'Allemagne :

Les ennemis s'imaginaient nous étouffer et sont eux-mêmes de plus en plus enfoncés par la force pleine de

pression des « lignes intérieures ». Plus la pression du dehors augmente, plus la force de résistance se concentre. Leur seul espoir durant la guerre fut l'adhésion de nouveaux ennemis. Ces efforts démontrent déjà indubitablement qu'ils se sentent décliner. Nous ne pouvons dire quand viendra la fin, mais nous savons très bien qu'il ne pourront détruire nos forces rassemblées. Cherche-t-on à tirer des événements de la politique d'encerclement une conclusion historique ? On peut déjà déclarer aujourd'hui sans présomption : la quadruple Entente forgée dans les nécessités de la guerre sera l'origine d'un groupe de puissances à politique mondiale. La quadruple Entente formée, avec toutes ses accointances, ses partisans, imitateurs et suivants pour notre destruction, est aujourd'hui détruite; elle est condamnée comme tout effort qui dépasse ses limites et effrite ses forces contre une résistance constituée d'un seul élément.

*Münchner Neueste Nachrichten,* 15.II.17, se font écrire par leur collaborateur suédois, sous le titre « Wilson et la Suède » :

Stockholm, le 11 février 1917.

Le plus grand danger pour un homme d'Etat est de se rendre ridicule. Si les affirmations solennelles des dirigeants de l'Entente, comparées à leurs actions, ont souvent frisé le ridicule, par contre le grand pacificateur Wilson peut se targuer d'avoir provoqué un vrai succès par son coup d'échec (la note demandant aux neutres de se joindre à lui dans son action contre l'Allemagne). Cela a été le cas en Suède où le mot de neutralité ne sert pas à couvrir des sympathies pour l'Entente, mais est compris dans sa signification réelle. Ici, on a tout simplement considéré son invitation comme une insulte qu'il ne fallait pas prendre au sérieux. C'est ainsi que le « Stockholms Dagblad » écrit, le 8 février, pour ne citer qu'une voix parmi beaucoup d'autres :

On a rarement vu une affaire d'Etat aussi dénuée de sens pratique que cette démarche du président américain. Les partisans les plus aveugles et les plus fanatiques de l'Entente, dans le pays du Nord, la Suisse et la Hollande, n'ont osé conseiller une aventure de paix aussi pleine de dangers de guerre. Dans la presse française et anglaise on s'est moqué de Wilson et on l'a considéré comme un théoricien planant dans les nuages, quand il a tenu son discours de paix. On cherche maintenant dans la même presse à faire passer sa note comme une sorte de démonstration morale contre l'Allemagne. Mais même envisagée à ce point de vue hypothétique, il faut considérer son action comme peu réfléchie et tout à fait manquée. La note adressée aux neutres visait tout autre chose et elle était formulée de telle façon qu'on pouvait presque sûrement s'attendre à une réponse négative. Cette réponse négative est partie de Stockholm promptement et distinctement.

Wilson, le président du plus grand Etat neutre, est devenu le serviteur de l'Entente. Hammarkjöld, le ministre d'Etat d'un empire relativement petit, s'est montré le ferme représentant d'une réelle neutralité et a sauvé son pays d'une tutelle non seulement politique, mais commerciale. Ce mérite est un trait glorieux de la guerre mondiale.

## ITALIE

*L'Idée nazionale,* 9.II.17. — « Undesirables » (de F. Coppola) :

.... Les Etats-Unis sont dans leur droit : le plein et incontestable droit qu'a chaque pays d'ouvrir ou de fermer ses portes à qui bon lui semble. Ils oublient peut-être, aujourd'hui, avec l'oubli facile des « parvenus » ce qu'ils doivent au travail, à la sobriété, à la courageuse ténacité de ces « undesirables » illettrés italiens, qui ont abattu des forêts,

rompu des cailloux, construit des routes, des ponts, des chemins de fer, des villes, qui ont forgé dans les usines, creusé dans la mines, coopérant ainsi à créer leur civilisation mécanique et leurs richesses énormes. Ils oublient, peut-être, de combien de sang illettré italien a été cimenté l'édifice improvisé de leur puissance actuelle.

Production et colonies, politique industrielle et politique coloniale : voilà les nécessités de l'Italie, voilà ce doivent

donner sa nouvelle liberté, sa nouvelle dignité, sa nouvelle maturité. L'émigration est un phénomène de croissance et de développement, peut-être inévitable, mais transitoire. Elle appartient à la période de la vie d'un peuple, au cours de laquelle il sent et il pense comme forme humaine et non comme organisme de puissance, c'est-à-dire qu'il n'a pas la plénitude de sa conscience et de sa vie. C'est pour acquérir complètement cette plénitude que l'Italie est entrée librement armée, dans le terrible conflit qui déchire le monde par le fer et le feu. Par sa guerre volontaire l'Italie avait précédé le vote du Sénat américain. Après la guerre notre humble et grand peuple méridional ne se présentera plus pour l'admission dans les autres pays devant un examinateur étranger, mais italien, entièrement italien; en Italie et dans le monde, il alimentera pour l'Italie les usines de la patrie, et il défrichera pour l'Italie, les colonies d'outre-mer. L'instinct véritable, profond, irrésistible qui, par delà des fables idéologiques ou sentimentales, a poussé l'Italie dans cette cruelle lutte, est celui d'une expansion nécessaire. Le Japon a résolu le problème de son émigration en Corée et en Chine. Nous résoudrons le nôtre en Asie mineure.

### *La Stampa*, 10.II.17. — La propagande pour l'Emprunt et pour l'assistance civile:

Afin de donner plus d'impulsion à la souscription de l'emprunt national, à la discipline de consommation et à l'assistance civile, le gouvernement, donnant une forme concrète à l'appel lancé, il y a quelques jours aux sénateurs et députés, prend les mesures nécessaires pour que les dimanches 18 et 25 courant, dans les grandes comme dans les petites villes d'Italie, le plus grand nombre de parlementaires tiennent des conférences publiques de propagande. Députés et sénateurs sont donc priés d'informer le ministre Comandini s'ils ont l'intention de coopérer aux buts ci-dessus indiqués, s'ils ont été invités à parler de l'emprunt national et dans quelles localités, s'ils ont accepté ces invitations, ou s'ils sont disposés à se rendre là où leur concours pourrait être demandé. Il espère que les orateurs les plus renommés et les personnalités les plus en vue de notre vie politique parleront dans les grandes villes italiennes, le même jour et dans le même but élevé. L'on attend les meilleurs résultats de cette vaste et intime collaboration nationale.

### *L'idea nazionale*, 13.II.17. — Pour les confins de notre domaine dans l'Orient méditerranéen:

.... Selon le programme que nous avons sommairement tracé, les vilayets de l'Anatolie méridionale constitueraient un domaine d'un tenant dont les limites formeraient un rempart solide et donneraient les garanties indispensables au tranquille développement de la vie agricole, commerciale et industrielle, tout en n'empêchant nullement le trafic vers la Méditerranée des régions septentrionales et orientales. Ce domaine aurait en lui-même la certitude absolue de son avenir, — soit la production de tout produit nécessaire à l'existence et au progrès d'une grande nation comme l'Italie, ainsi que la constitution d'un territoire adapté à son émigration croissante. Le trafic se ferait soit par un long parcours du chemin de fer de Bagdad qui serait compris et nous assurerait le trafic transcontinental, soit par le réseau ferroviaire mineur qui unirait les régions les plus productives aux cinq ports ouverts sur la Méditerranée et l'Égée. De cette façon seulement, nous aurions véritablement résolu le problème vital de notre expansion, soit non seulement le problème de notre avenir, mais celui même de notre existence et de notre sûreté nationales.

### *La Stampa*, 14.II.17. — Aucune intervention du Pape:

On confirme, de source autorisée, que le pape n'interviendra, ni par une note ni par aucun autre document, dans les questions internationales et l'on ne prévoit aucun acte

par lequel le pontife pourrait se prononcer sur les problèmes de la guerre et de la paix. Lundi prochain, avant-dernier jour du carnaval, le pontife recevra, comme tous les ans, les prêtres qui sont appelés à prêcher pendant le carême, pour s'entretenir avec eux sur les sujets dont l'importance et l'opportunité seraient reconnues aptes à encourager le peuple dans les heures critiques que nous traversons.

### *L'idea nazionale*, 14.II.17. — Embusqués et exemptés:

Par un douloureux phénomène de dégénération la campagne contre les embusqués, qui a une origine, des raisons et un but des plus nobles, se transforme — ou court le risque de se transformer — en un mauvais outil de sabotage contre notre guerre. Personne, certes, n'aurait supposé que la circulaire du ministre Méronne aurait pu prêter à une confusion aussi énorme que celle qui se produit maintenant et par laquelle des hommes indispensables à la production des armes, des hommes spécialisés dans cette fabrication, sont arrachés de leurs occupations et envoyés ailleurs, sans aucune sélection. On a l'impression que l'on a voulu faire preuve d'une courageuse énergie, qui devrait cependant se manifester bien autrement, en pensant à l'effet qu'elle produira sur la Chambre des députés. Malheureusement, en effet, la prochaine ouverture du Parlement étend déjà son ombre sur l'œuvre du gouvernement obligé de tâtonner entre les nécessités réelles de la guerre et celles de la critique contre laquelle il doit se défendre; parce que, même faite de bonne foi, la critique part toujours lorsqu'il s'agit des devoirs que cette heure suprême impose d'un point de vue trop uniforme ou trop partial.

La lutte contre les embusqués, soutenue par tous ceux qui veulent que personne ne puisse se soustraire à ses obligations militaires, est perfidement exploitée par des gens plus que suspects, auxquels le gouvernement donne les moyens les plus aptes à répandre le discrédit. Qu'il suffise de dire que l'on a remis à certain député socialiste des listes d'officiers employés au Ministère. On ignore en vertu de quel privilège cette communication a été faite, mais nous savons bien dans quel but et à quelles polémiques elle pourra servir. Ainsi le ministre se met sous un contrôle qu'il devrait repousser énergiquement: celui des ennemis de la guerre, sous une tutelle qui restreint sa liberté d'action et augmente de beaucoup les difficultés de ce travail délicat de sélection, dans lequel, est, ou doit être engagée sa plus entière responsabilité. Et, en attendant, on permet que dans l'âme de ceux qui sont appelés au service sur le front — âme non encore raffermie par la discipline militaire, s'infiltrer par une funeste propagande le doute que leurs frères qui restent dans les usines ne sont que des embusqués; on a l'air de considérer ces usines comme des lieux de sûreté. Nouvelle embûche dressée contre le vaste et multiple travail des munitions; elle doit être promptement et énergiquement écartée.

### *Le Corriere d'Italia*, 17.II.17. — Les relations germano-américaines:

Les relations entre les États-Unis et l'Allemagne prennent une tournure sérieuse et semblent confirmer les prévisions de ceux qui disent que la guerre est inévitable. Il y a lieu de relever que les déterminations prises par les neutres de l'Amérique du Sud et de l'Europe constituent une adhésion à la ligne de conduite des États-Unis et qu'elles s'inspirent de toutes les mêmes directives.

Entre les pays de l'Amérique du Sud et de l'Europe et l'Allemagne il n'y avait pas eu, jusqu'ici, de tractations, et l'on n'avait fait aucun compromis. Il était donc logique de s'attendre que lesdits neutres ne suivissent pas jusqu'aux extrêmes limites l'exemple du président Wilson.

**Corriere della Serra, 16.II.17. — Les Américains et les autres:**

En se mêlant aux Allemands, même en bonne amitié, on court toujours quelques risques: c'est ce dont pourrait faire foi, M. Ritter, le ministre suisse à Washington, qui pour avoir voulu maintenir et soutenir le « dernier pont » entre le gouvernement allemand et le gouvernement américain, s'est trouvé tout-à-coup découvert (dénudé est le terme exact du texte), pour ainsi dire, par celui-ci et presque démenti par celui-là.

Le gouvernement américain a parlé trop clairement et trop ouvertement pour que l'on puisse douter de ses affirmations. Le gouvernement allemand « fait dire » que les choses ne sont pas telles qu'on les a comprises, et que M. Ritter doit s'être mal expliqué. Pauvre M. Ritter!

**Avanti, 16.II.17. — La réunion socialiste de Rome et les problèmes de « notre » après-guerre (F. Ciccotti):**

Il y a parmi nos groupements un courant — imposant, non par le nombre, mais par la grande autorité, l'intelligence et la culture de ses membres — qui voudrait persuader à notre parti d'étudier, dès maintenant, les réformes, ayant un caractère social, qui seraient utiles aux classes laborieuses et que, malgré leur importance considérable, l'on pourrait finalement obtenir, en se prévalant, après la guerre, de milieux particuliers de l'Etat et d'un état d'âme spécial de la bourgeoisie.

Il n'est pas possible de contester l'utilité de ces réformes, pour le prolétariat et l'on ne peut même pas méconnaître qu'après la guerre la bourgeoisie et ses organes seront disposés à les accorder.

Toutefois, je ne crois pas que cette « étude » des réformes de l'après-guerre ait ce caractère d'urgence, que quelques-uns de nos compagnons veulent lui attribuer.

Nous croyons que tant qu'existera l'ordre social actuel, les lois et les réformes de l'Etat en faveur des travailleurs seront le résultat précis de la pression que ces derniers auront su lui imprimer, sur le terrain politique social, indépendamment du « quantum » et de la forme de nos demandes

et que cette possibilité a ses limites dans les disponibilités du budget de l'Etat.

Espérer obtenir grand chose de l'Etat par cette voie, ou autrement dit concentrer toute notre énergie sur ce terrain, serait selon l'expérience acquise, s'abandonner à une surprenante illusion.

**L'Avanti, 17.II.17. — Armes émoussées:**

L'alliance anglo-franco-italo-russe a des buts de politique étrangère et des buts de politique intérieure. Parmi ces derniers il semble qu'il y ait aussi celui d'atteler au char de ces différents gouvernements, le parti socialiste, anciennement dans son ensemble international.

Déjà dans quelques pays alliés, ce but a été atteint, en partie du moins. Il s'agit, maintenant, d'y consolider la « mésalliance » dans laquelle les socialistes ont, à vrai dire, un rôle qui n'est pas très beau. On peut affirmer que l'œuvre de consolidation est loin d'être facile; on aperçoit même des fissures significatives dans ce travail.

En Italie, l'œuvre habile et trompeuse d'assujettissement des socialistes n'a pas réussi.

Cette inébranlable fermeté du Parti socialiste italien qui veut être fidèle à ses principes et ne pas trahir son drapeau, énervera terriblement les nationalistes de tous pays aux bannières multicolores. Tous ceux « qui ont eu pour ancre de salut dix ou douze cocardes (rubans) dans leur poche » sentent comme un soufflet en plein visage la fermeté et la droiture du socialisme italien. Et ils ont raison. Il n'y a pas de pire reproche et de plus dure humiliation pour les arlequins que la vue de celui qui sait vivre, faire son chemin et prospérer sans masque; qui dit hautement sa pensée, coûte que coûte, contre tous, indépendamment de toute considération d'ordre mesquinement utilitaire.

Voilà pourquoi les girouettes s'agitent à l'intérieur comme à l'extérieur pour diffamer et pour briser notre mouvement. Tout en vain, hélas!

Il est donc parfaitement inutile de chercher à nous absorber, à nous amoindrir dans la considération publique, nationale et étrangère, comme aussi à rompre notre homogénéité. Le Parti socialiste italien est une force que l'on ne supprime pas. Et le Congrès de Rome le prouvera.

**RUSSIE****Rousskoïé Slovo, 18.I.17. — Aux avants-postes:**

La nomination de Sasonoff, au poste du comte Benken-dorf, — d'ambassadeur russe à Londres, — produira chez nous une grande satisfaction. Etant données les conditions actuelles de notre vie politique intérieure, il est impossible d'espérer de revoir de si tôt notre ancien ministre des affaires étrangères à sa place naturelle de guide de notre politique extérieure. Sasonoff a lié si étroitement son nom aux pages les plus lumineuses de la récente histoire sociale russe, que son avènement au pouvoir est impossible tant que durera cette nouvelle époque d'expériences réactionnaires. Exception faite de la direction générale des ressorts diplomatiques, il est difficile de trouver un meilleur emploi pour l'énergie universelle de Sasonoff.

Le poste d'ambassadeur à Londres est actuellement la position diplomatique la plus importante, de laquelle dépend l'avenir de toute notre politique extérieure et avec elle, peut-être, les intérêts les plus vitaux de la Russie.

Avec la retraite de Sasonoff le centre de la coalition anti-allemande s'est transporté de Pétrograde à Londres, et l'Angleterre a occupé la position dirigeante parmi les dix Etats alliés. Les plus importantes décisions diplomatiques, stratégiques et financières se préparent avant tout à Lon-

dres, et seulement par étiquette, ces décisions reçoivent parfois le pouvoir exécutif (tr. littér.: force formelle) aux conférences de Paris et de Rome.

Sasonoff, qui a l'expérience de six ans de direction de notre politique extérieure, et qui a uni en juillet 1914, avec une rare habileté, les Etats de la triple Entente contre les tendances envahissantes de l'empereur Guillaume, a une grande autorité en Angleterre. On peut dire franchement que c'est grâce à Sasonoff que, pour la première fois pendant la longue histoire des relations anglo-russes, la nation britannique a acquis confiance en la politique extérieure russe.

Malgré le fiasco des tentatives allemandes de commencer les pourparlers, on sent dans l'air que la paix s'approche. Evidemment on parlera de la paix, quand l'Allemagne sera forcée de la demander et non de la proposer. Bien que les conditions générales de la paix soient déjà élaborées conjointement avec tous les Etats de la coalition anti-allemande, c'est seulement par la future conférence que seront fixées ces conditions qui détermineront pour plusieurs dizaines d'années la future carte de l'Europe et le sort du monde.

Il n'y a aucun doute que l'ambassadeur russe à la cour de Londres devra être investi à cette conférence de la qualité du premier représentant de la Russie. Les fils de la politique mondiale se réunissent à Londres. La marine bri-

tannique et la banque anglaise tiennent entre leurs mains l'issue de la guerre, et l'Angleterre n'est pas intéressée dans les questions privées de la réorganisation du continent. Voilà pourquoi il est très important qu'à la future conférence règne une unanimité complète entre les représentants britanniques et russes, même pour tous les détails. Sazonoff est nécessaire au congrès parce que personne ne connaît mieux que lui l'histoire véritable de l'écllosion de la guerre et parce que personne ne peut voir plus clair dans les questions de responsabilité des instigateurs de cette effusion de sang sans exemple.

Les Allemands sont suffisamment convaincus qu'il est impossible d'effrayer ou d'éluder Sazonoff, et sa rencontre abaissera tout de suite l'humeur des diplomates austro-allemands. A son nouveau poste, Sazonoff sera ambassadeur non seulement du gouvernement russe, mais aussi de toute la société et du peuple russe. L'alliance avec l'Angleterre est devenue l'ABC de notre existence politique.

**Rousskoïe Slovo, 21.I.17.** — Rescrit impérial au Président du conseil des ministres, membre du conseil d'Empire, sénateur, conseiller privé actif : Prince N. D. Golitzine :

Prince Nicolas Dmitrievitch, En même temps que je vous charge des lourds devoirs de président du Conseil des ministres j'estime nécessaire de vous indiquer les problèmes les plus immédiats à la solution desquels le gouvernement doit apporter tous ses soins. Actuellement, au moment de la crise de la grande guerre, toutes les pensées des Russes, sans distinction de nationalité et de classe se reportent vers les vaillants défenseurs de notre patrie qui, couverts de gloire, attendent dans une tension austère la rencontre décisive avec l'ennemi. En pleine union avec nos fidèles alliés, n'admettant pas la pensée de la conclusion de la paix avant la victoire définitive, Je suis sûr que le peuple russe, qui porte avec abnégation le fardeau de la guerre, fera jusqu'à la fin son devoir, ne reculant devant aucun sacrifice.

Les ressources de notre patrie sont inépuisables et écartent les dangers d'épuisement qui menacent visiblement nos adversaires. Dans ces conditions, l'organisation des approvisionnements est de la plus grande importance. Voilà pourquoi le premier problème du gouvernement réuni en votre personne doit être le ravitaillement de mes glorieuses armées ainsi que l'adoucissement possible dans le pays des difficultés d'approvisionnement, qui deviennent inévitables pendant la lutte mondiale des peuples. J'espère, que le travail général du gouvernement sera concentré sur la large réalisation et le développement des mesures, qui ont été prévues dernièrement dans ce but. Pour le ravitaillement des armées et de la population l'accord est nécessaire entre les ordonnances de tous les pouvoirs du front et de l'arrière-front, ainsi qu'entre les divers rouages qui sont concentrés en la direction du Conseil des ministres. L'autre problème, auquel j'attribue également une très grande importance, est la continuation de l'amélioration des transports par les chemins de fer, ainsi que des transports fluviaux. Le Conseil des ministres doit élaborer dans ce domaine des mesures décisives, assurant l'utilisation complète et la régularité des transports de façon à approvisionner de tout le nécessaire les armées et l'arrière-front.

En indiquant ces problèmes les plus immédiats, Je veux croire, que sous votre présidence, le Conseil des ministres trouvera une aide au sein du Conseil d'Empire et de la Douma d'Empire, ceux-ci étant réunis par le même désir chaleureux et général de mener la guerre jusqu'au triomphe final. J'impose comme un devoir absolu aux personnes appelées par Moi au service d'Etat d'avoir des rapports favorables, directs et dignes avec les chambres législatives. Lors de la prochaine activité pour l'organisation de la vie économique du pays le semstvos seront les soutiens du gouvernement, ils ont prouvé par leur travail en temps de paix, comme en temps de guerre, qu'ils conservent d'une façon

absolue les ordres sacrés de Notre Grand-Père Inoublable, l'Empereur Alexandre II.

Je demeure toujours votre affectionné

Tzarskoïe Selo, le 19 janvier 1917.

NICOLAS.

**Rousskoïe Slovo, 21.I.17.** — Les problèmes difficiles :

L'ajournement des Chambres législatives a été l'objet d'appréciations unanimes de la part de la presse et des cercles parlementaires. Les explications officielles de cette décision — la nécessité pour le Gouvernement d'élaborer son programme et la préparation insuffisante du budget, — provoquent des commentaires analogues. Tout le monde trouve les véritables raisons dans le désir d'ajourner la rencontre avec la Douma, qui sera désagréable, et de gagner encore un mois.

Même les affirmations catégoriques du prince N. Golitzine qu'un nouvel ajournement n'aura pas lieu et que les Chambres législatives se réuniront absolument le 27 février font songer au sort de l'affirmation tout aussi catégorique du premier ministre, que le renouvellement de la session du 25 janvier, selon l'oukase, serait effectué.

**Retch, 22.I.17.** — Journal parlementaire :

Le rescrit au président du Conseil des ministres prince N. Golitzine, publié seulement quelques jours après l'ajournement des travaux, des Chambres législatives, provoque, naturellement dans les cercles parlementaires des conversations très animées.

La manière d'envisager le programme indiqué au président du Conseil des ministres est unanime parmi tous les députés. Tous, excepté, évidemment, les représentants du « bloc noir » reconnaissent que pour la réalisation des problèmes indiqués au gouvernement, pour rendre possible « des rapports directs et dignes à l'égard des Chambres législatives » et pour « rencontrer l'aide au sein du Conseil d'Empire et de la Douma d'Empire » il est absolument nécessaire que le pouvoir exécutif se compose des personnes investies de la confiance du pays et qui se soient mises d'accord avec les Chambres législatives pour la réalisation d'un programme déterminé.

Comme les opinions des députés sont unanimes, nous reproduisons seulement celle de M. F. Roditcheff, un des représentants des députés constitutionnalistes-démocrates :

« La vie russe nous a habitué, malheureusement, au scepticisme. Après les paroles d'amour du semstvos, nous constatons le rapport du Gouvernement tout à fait hostile aux organisations sociales. Tout cela nous a rendu sceptiques depuis longtemps et nous attendons des faits et non des paroles. Pour nous, la signification des mots « des rapports favorables à l'égard des Chambres législatives », reste « obscure. » Les rapports favorables ou défavorables à l'égard de la représentation populaire. Des rapports favorables ou défavorables du Gouvernement avec le Sénat, par exemple, sont-ils possibles ?

Si on ne peut pas parler de rapports favorables du Conseil des ministres avec le Sénat, il est impossible de parler de rapports favorables du Conseil des ministres avec la Douma d'Empire. »

**Retch No 8, 22.I.17 :**

On nous communique de source bien informée, que les recommandations contenues dans le rescrit impérial au président du Conseil des ministres, prince N. Golitzine, serviront de base à l'élaboration du programme qui sera présenté par le président du Conseil des ministres à la Douma d'Empire après le renouvellement de la session.

Ce programme, au dire des personnes touchant de près le prince N. Golitzine, sera relatif aux conditions économiques. Suivant le point de vue du président du Conseil des ministres, les grandes réformes politiques doivent être ajournées à la fin de la guerre.

## BELGIQUE

Dans le *Vaderland* des 16-21, Leo van Grothem exige comme condition de paix que la Belgique soit non seulement agrandie après son évacuation mais encore qu'elle reçoive une indemnité de guerre de dix milliards de francs.

La *Patrie belge* du 4-2, contient une protestation de J. Steens qui se plaint que la censure a caviardé son article relatif à la paix, parce qu'il n'admettait pas l'abaissement de l'art et des sciences allemandes; la guerre est dirigée, dit-il, non contre le peuple allemand mais bien contre le militarisme prussien.

La *Belgique* du 10.2 parle de la proposition du ministre de la Justice, Carton de Wiart, de commémorer chaque année, le 4 août; ce jour-là des fêtes seraient organisées pour entretenir la haine contre l'Allemagne: chaque enfant prêterait à tour de rôle, devant le buste du Roi, le serment de ne jamais oublier et pardonner.

*XXme Siècle*, 9.II.17. — Des déportés flamands chantent le « *Vlaamsche Leeuw* » et la « *Marseillaise* »:

Un correspondant de Hollande nous écrit de la frontière belge qu'à la fin du mois de décembre, les Allemands ont procédé à des déportations à Selzaete.

Soixante-douze ouvriers de la commune furent emmenés par les soldats boches.

En quittant le village, ces infortunés qui voulaient prouver à tous que le malheur ne les abattait pas et que leur foi dans la victoire restait entière, entonnèrent à pleine voix, malgré la fureur de leurs gardiens, d'abord la « *Vlaamsche Leeuw* », puis la « *Marseillaise* ».

*Belgische Standaard*, 9.II.17. — Etudiands flamands, activistes et passivistes:

Ces dénominations d'activiste ou de passiviste ne peuvent nous être appliquées et nul n'a le droit de nous classer dans l'une ou l'autre catégorie.

Jamais nous ne gaspillerons notre ardeur et notre jeune enthousiasme en de vaines discussions relatives à des titres ou des étiquettes, ou pour de simples questions de mot.

Nous honorons et respectons l'action féconde et scientifique menée en faveur de notre idéal flamand, qui nous trouvera toujours à l'œuvre et vigilants.

Nous déclarons avec le Père Calbrecht: « Tous, oui tous nous possédons au cœur ce battement ininterrompu pour notre Flandre, et avons le poing tendu vers les ennemis de notre mouvement, notre volonté inflexible est de conquérir ce pourquoi tant de sang pur et généreux fut versé, tant de jeunes vies anéanties, tant de forces vives tuées, tant d'espoirs détruits. »

Etudiants flamands conscients, restons garants de pareils desseins.

*La Métropole*, 10.II.17. — Le sort d'Anvers et la suppression des péages:

Il appartiendra éventuellement aux représentants de la Belgique d'éclairer et de documenter les puissances et de réclamer les compensations pécuniaires qui permettront à l'Etat de renoncer à la récolte de ses péages, qui, si je ne m'abuse, ne représentent d'ailleurs guère plus d'un million par an.

L'indemnité de guerre que l'Allemagne aura à payer à la Belgique devra comprendre une somme représentant la capitalisation de ce poste de notre budget, mais il faut qu'il disparaisse à tout prix de nos prévisions budgétaires.

Le gouvernement qui pour ne pas renoncer à cette recette maintiendrait une situation entraînant la ruine de notre grand port, et par là même l'arrêt de notre vie économique et de notre expansion industrielle, assumerait devant le pays une responsabilité dont le peuple belge ne tarderait pas à lui demander compte.

L'autonomie des Flandres (?):

D'après les journaux allemands, un comité (officiel allemand) a été formé à Bruxelles dans le but d'étudier les mesures pour accorder une pleine autonomie au peuple flamand.

*Les Nouvelles*, 13.II.17. — La nouvelle méthode:

La rupture des Etats-Unis avec l'Allemagne est un bel atout dans notre jeu. C'est à bon droit que nous nous en réjouissons. Elle ne nous distraira point pourtant de nos préoccupations, ni de l'attention qu'il nous faut porter au nouveau plan allemand. Nous croyons que la guerre sous-marine n'aura pas les résultats que souhaitent nos ennemis avec une ardeur qui leur fait perdre un peu le sens des réalités. L'Angleterre est armée pour y résister et pour y répondre. La lutte sur mer est sa grande affaire; elle y est dans son élément. Elle y brillait longtemps avant que n'existât l'Allemagne actuelle. Elle saura trouver, n'en doutez pas, les moyens d'y affirmer sa suprématie, d'y triompher des sous-marins ennemis, même si le nombre en est aussi grand qu'on n'affecte de le dire, et de resserrer d'autant un blocus dont l'Empire allemand sent déjà peser lourdement sur lui l'inéluctable arrêt de mort.

*L'Indépendance belge*, 15.II.17. — L'Internationale socialiste (Tribune libre):

Peut-on dire en quelques mots à tous ces Messieurs qui critiquent l'Internationale socialiste et plus spécialement quelques-uns de ses membres, comme Vandervelde, De Brouckère et d'autres, que leurs critiques laissent les socialistes belges très indifférents?

Il n'en peut être autrement. Car toutes les vituperations de ces donneurs de conseils, leur retombent sur le nez, qu'ils soient conservateurs, catholiques, libéraux ou nationalistes. Car aucun conservateur, aucun catholique, aucun libéral d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie n'a encore jusqu'à ce jour protesté contre la guerre et les crimes de leurs pays respectifs; alors que déjà plusieurs dizaines de socialistes minoritaires allemands, autrichiens ou autres ont expié en prison ou autrement l'audace d'avoir protesté contre les crimes du Kaiser et de ses serviteurs.

Nous reprendrons volontiers la conversation après la guerre, lorsque la censure permettra que l'on parle plus librement qu'aujourd'hui. Nous espérons aussi qu'à ce moment Messieurs les industriels, commerçants, gros capitalistes quelconques de n'importe quelle religion ou opinions philosophiques ou politiques, auront décidé unanimement de cesser toute relation pécuniaire ou d'intérêts mercantiles avec leurs congénères boches de toutes les Bochies de l'Europe centrale.

Prêchez d'exemple, Messieurs les critiques, et le peuple, toujours généreux et bon, vous suivra!

*Les Nouvelles*, 15.II.17. — Le Peuple belge:

Nous avons reçu hier d'un chef du parti socialiste en pays occupé une déclaration péremptoire qui confirme entiè-

rement les affirmations si nettes de notre ministre socialiste, M. Vandervelde. L'on nous demande de publier et de faire connaître que les résolutions dont le texte officiel intégral a été envoyé aux délégués à la Conférence de Paris, ont été votées à l'unanimité des représentants dûment autorisés de tous les groupements socialistes en pays occupé. Ce vote a été précédé d'un pointage minutieux fait sur enquête dans les différentes régions et provinces, opérations qui ont permis de constater, sans aucun conteste possible, que plus de 99 % des ouvriers belges approuvent d'enthousiasme, dans leur texte et dans leur fond, les décisions prises.

*Le Socialiste belge*, 17.II.17. — Une entrevue de fonctionnaires, de syndicats allemands et belges :

A la suite de l'entrevue des membres du Comité exécutif du « Bureau socialiste international » avec les délégués du Parti socialiste allemand et de l'appel des ouvriers belges aux ouvriers allemands au sujet des déportations, la direction des syndicats socialistes allemands s'est mise en relation avec les fonctionnaires des syndicats ouvriers belges. Un des secrétaires de la Commission syndicale allemande, le citoyen Bauer, s'est rendu à Bruxelles où il a rencontré les citoyens Mertens et Solau, représentant la Commission belge.

Bauer a demandé à la Commission syndicale belge des informations précises au sujet des déportations — les causes réelles du chômage, l'exécution des mesures de déportation, etc., — et il a soumis cette documentation précise et probante aux syndicats allemands.

Ceux-ci ont examiné ce dossier et ils ont adressé une double protestation énergique au gouvernement allemand, — l'une adressée à M. Bethmann, l'autre adressée à M. Hindenburg.

Nous ne voulons pas commenter longuement cette prise de contact. Nous nous bornons à acter le fait.

Les délégués des syndicats belges ont rencontré un délégué des syndicats allemands, en territoire occupé. Ils ont compris qu'ils avaient à défendre des intérêts communs. Les ouvriers allemands ont pris la défense des ouvriers belges.

Que dira maintenant la presse belge à l'étranger ?

Au moment même où des « instructions » de militants belges disaient qu'il fallait s'opposer à toute rencontre avec les socialistes allemands, une rencontre officielle avait lieu à la Maison du Peuple de Bruxelles.

Au moment où le « XXme Siècle » hurle et menaçait...

Au moment où M. Patris injurait...

Au moment où M. L. Piéard...

N'abusons pas de notre cruauté naturelle.

*Le Socialiste belge*, 17.II.17. — Une crise ministérielle ? :

Notre correspondant du Havre nous fait savoir que la situation est tendue au sein du cabinet. Il paraîtrait que notre ami Emile Vandervelde pourrait bien être amené, à bref délai, à donner sa démission de membre du Conseil des ministres.

Le différend ne porte pas sur des questions d'ordre international. Si nous sommes bien informés, il s'agirait d'une divergence de vues au sujet de mesures, prises à l'égard d'ouvriers travaillant dans les usines de munitions.

Nous n'en dirons pas plus pour le moment.

*Le Socialiste belge*, 17.II.17. — Petite réponse :

Cette fois-ci, ça y est.

Nous savions depuis quelque temps — on sait tout, actuellement — que .... allait partir en guerre.

Partir en guerre! Il faut s'entendre. Pas dans les tranchées. Ici, en Hollande. Non pas contre la réaction qui nous menace. Contre les socialistes, qui se permettent de ne pas penser comme lui.

Les articles de .... font partie du plan d'ensemble. Le « XXme Siècle » écrira et « La Belgique » reproduira. « Les Nouvelles » ou « L'Echo » écriront. Le « XXme Siècle » reproduira. De loin, c'est quelque chose. De près, c'est un peu moins. En fait, ce n'est rien.

*La Patrie belge*, 18.II.17. — Les Neutres et Nous :

A quoi est imputable cette indifférence du monde devant la violation de la Belgique ? Comment au cri d'horreur qui s'éleva de quelques poitrines, tous les Etats n'ont-ils imposé dès ce moment à l'Allemagne le retrait de ses hordes où la guerre immédiate ?

J'en vois la cause dans le rationalisme qui est depuis un demi-siècle la base de l'éducation des peuples et qui a permis à l'Allemagne de les gagner par le miroitement de sa force économique et militaire: « Enrichissez-vous! », disait Guizot aux écoliers du second empire. Tout est là, en effet, et l'on ne voyait plus guère d'autre morale depuis longtemps. Enrichissez-vous, devenez des mercantis, des brasseurs d'affaires. Neuez l'Internationale des peuples autrement que sur la Pensée, cette illusion des premiers Chrétiens et des derniers révolutionnaires.

Et nous l'avons faite l'Internationale avec des écus et des affaires. Ce fut l'Internationale des agioteurs de tous pays, des sans-patrie de la finance et du commerce. On vit les alliances les plus hétérogènes, les pactes les plus honteux se conclure. Et la politique des peuples fut dès lors basée sur cette cuisine d'intérêts et menée par les aigrefins de la haute banque internationale.

Avons-nous préparé le monde à autre chose qu'à cet égoïsme que Destrée lui reproche aujourd'hui ? Il ne paraît pas. Nous récoltons l'indifférence pour avoir semé le mépris du désintéressement.

## AUTRICHE

*Neues Wiener Journal*, 15.II.17. — L'Amérique et l'Autriche-Hongrie :

La question reste entière. Wilson ne cherche-t-il pas à éviter toute précipitation pouvant amener un conflit armé, dans le seul but de pouvoir en rejeter la faute sur l'Allemagne, pour le cas où les choses en viendraient à ce point.

Les informations suivant lesquelles il ne songerait pas à modifier les relations diplomatiques avec l'Autriche-Hongrie bien qu'étant surprenantes, si l'on tient compte de la situation dans son ensemble, ne peuvent cependant être tenues pour tout à fait improbables.

*Neues Wiener Journal*, 16.II.17. — La fausse adresse. La protestation des Etats scandinaves contre le blocus :

Les notes de protestation du Danemark, de la Norvège et de la Suède, adressées à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie comme réponse au blocus renforcé ont été remises mardi dans les pays pré-désignés aux ambassadeurs allemand et autrichien. Les notes sont analogues; pour en caractériser le contenu, nous dirons qu'elles sont pleines de mesure bien que défendant cependant énergiquement le point de vue que les Etats scandinaves subissent de graves

dommages par suite des mesures prises par les puissances centrales et qu'elles rendent responsables l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie pour toutes les pertes en vies humaines et en dégâts matériels qu'elles pourraient causer. La réponse à toutes les réclamations produites dans ces notes n'est pas difficile à trouver et sera aussi communiquée aux gouvernements en cause. Les reproches et les récriminations y contenues sont tout simplement transmises à fausse adresse. Les déclarations contenues dans ces notes et disant que le droit des gens est lésé, que le commerce et la navigation sont entravés auraient déjà eu valeur probante contre le blocus établi par l'Angleterre au mépris du droit des gens contre les puissances centrales, par l'impossibilité de naviguer établie par les vaisseaux et les champs de mines de l'Angleterre, dans les mers Baltique et du Nord, par l'extension donnée par l'Angleterre à la liste des marchandises de contrebande, par le pillage de navires neutres tel que l'a pratiqué et le pratique encore l'Angleterre; en un mot chaque syllabe écrite dans ces notes en faveur de la liberté des mers doit être et devrait avoir déjà depuis longtemps été adressées avec une plus grande vigueur à l'An-

gleterre. (Les puissances neutres les ont peut-être déjà formulées, mais jamais avec la nécessaire énergie qui seule aurait probablement eu un résultat.) Il est aujourd'hui trop tard pour se précipiter parmi les combattants et il n'y a pas non plus lieu de supposer que les Etats scandinaves espèrent obtenir un succès réel de leurs représentations. L'Allemagne a déjà déclaré qu'elle ne reculerait pas et l'Autriche-Hongrie se tiendra inébranlablement à ses côtés. L'arme la plus apte à nous rapprocher de la paix est l'implacable guerre sous-marine. Les puissances centrales ne peuvent et ne se laisseront arracher cette arme des mains sous aucun prétexte. De plus, les Etats scandinaves et en général tous les neutres doivent reconnaître que contrairement à ce qu'a fait l'Angleterre et ses alliés, l'Allemagne a tout mis en œuvre pour ne pas léser la navigation, la liberté des mers, ceci dans la limite de ses intérêts de guerre les plus vitaux; elle a notamment ménagé une zone de navigation à l'intention des neutres qui peuvent y exercer sans danger leur commerce; elle a songé ainsi aux intérêts des neutres et subsidiairement à ceux des Etats scandinaves.

## SUISSE

### Le cas Ritter

M. Ritter doit regretter amèrement d'avoir montré un excès d'initiative en faisant une démarche lui ministre de Suisse à Washington, tendant à renouer les pourparlers entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

En l'apprenant, *La Tribune de Lausanne* n'hésitait pas à écrire « Il y a gros à parier que la gaffe a été commise à Berne ».

Mais après quelques jours de réflexion, un communiqué a fini par déclarer que ces négociations troublantes avaient été entreprises « sans instructions du Conseil fédéral suisse ou du Département politique ». M. Ritter aurait dû méditer le « Pas de zèle » de Talleyrand.

*L'Impartial* de la Chaux-de-Fonds prend occasion de cet « impair » pour blâmer une fois de plus les procédés « occultes » d'un gouvernement qui, détail, devrait être en contact plus étroit avec les Chambres.

Le *Neuchâtelois* plaide les circonstances atténuantes :

Sans aucun doute, notre ministre à Washington a agi avec bonne foi, pensant moins à des combinaisons machiavéliques qu'à remplir un rôle de conciliateur. Malheureusement, en diplomatie, les bonnes intentions ne suffisent pas. M. Ritter s'est mis dans un mauvais guépier. Mais sa responsabilité personnelle reste entière, et il ne lui sera pas donné de compromettre le peuple suisse.

Le *Démocrate* soupçonne que M. Ritter est tombé dans un traquenard préparé par le comte Bernstorff :

Le coup n'ayant pas réussi, l'Allemagne rejette aujourd'hui sur notre représentant la responsabilité de cet incident. Espérons que cette expérience sera profitable à nos diplomates, et que ceux-ci y regarderont à deux fois à l'avenir avant de mettre le doigt entre l'arbre et l'écorce.

Le *Journal de Genève*, lui aussi, suppose que M. Ritter a donné dans le panneau :

Il paraît avoir été joué par le comte Bernstorff, dont le dernier exploit en Amérique a consisté à mettre dans l'embarras l'honnête ministre d'un Etat neutre qui assumait la tâche fort difficile et désagréable de défendre les intérêts allemands aux Etats-Unis.

Beaucoup de Suisses ont éprouvé un sentiment de regret et d'appréhension en apprenant que notre pays s'était chargé des intérêts allemands dans un aussi grand nombre d'Etats belligérants...

Il est certain qu'il faut éviter à tout prix que, parce que la Suisse défend les intérêts diplomatiques de l'Allemagne, on ne confonde dans les Etats belligérants la Suisse avec l'Allemagne. Nous devons tout faire pour prévenir cette confusion non seulement pour le bon renom, l'honneur et la dignité de la Suisse, mais aussi pour ses intérêts économiques.

C'est aussi à ses intérêts que songe le *Genevois* en rappelant certaines erreurs commises par le Département politique :

Son activité diplomatique ne s'est pas toujours manifestée telle qu'on puisse faire à sa clairvoyance et à son doigté une confiance illimitée. Il nous souvient trop, par exemple, de la manière dont il conduisit les négociations qui aboutirent à la mauvaise affaire qu'aura été la convention germano-suisse pour que nous nous sentions pleinement rassurés quant au présent et à l'avenir.

En tous cas, puisque Berne est hors de cause, l'organe gouvernemental demande formellement que l'acte « inexcusable » de M. Ritter soit puni. Cette ingérence est « insupportable ».

Elle maintient la Suisse dans une situation équivoque vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Entente tant que celui qui en est l'auteur conserve son poste. M. le ministre Ritter révèle sans doute un tempérament sensible lorsqu'il joue ainsi, sans y être convié, au juge de paix conciliateur, mais sa sensibilité est décidément extrême; il serait désirable qu'il la dépensât dans l'exercice de fonctions tout autres que celles qu'il remplit de si singulière façon.

Le désaveu du Département politique ne prendra une entière signification, et n'aura l'utilité qu'on en attend, du point de vue strictement national, que si la conclusion s'en suit immédiatement. Autrement, on se demandera si l'on trompe quelqu'un, et qui l'on trompe...

cette réponse sera finalement autre chose qu'une déclaration d'entière solidarité avec le point de vue allemand.

Lorsque le président Wilson sera en possession de cette déclaration, on lira à nouveau qu'il a subi un échec diplomatique; par contre, on lira que d'après la conception américaine, le résultat d'une action diplomatique qui apporte l'entière clarté sur la position d'amis, d'ennemis, de peuples demi ou tout-à-fait neutres, ne constitue pas un échec diplomatique.

*Le Journal de Genève, 22.II.17.* — De la rupture à la guerre:

La guerre ferait surgir toutes sortes de complications que beaucoup d'Américains voudraient éviter à tout prix. Si par exemple la Turquie, comme cela paraît inévitable, restait solidaire de l'Allemagne, qui se chargerait des intérêts américains dans l'empire ottoman? Les Etats-Unis ont entre-

pris là-bas une admirable mission humanitaire. Ils y ont des écoles et des hôpitaux. Leurs vaisseaux n'ont cessé de croiser dans les eaux turques. C'est le seul Etat qui ait pu s'occuper directement des malheureux Arméniens et Syriens et qui ait apporté des secours là où c'était possible à ces populations si cruellement martyrisées. On ne dira jamais tout le bien fait par les Etats-Unis depuis quelques années dans ces régions infortunées. De son côté, la Turquie, dans la détresse financière où elle se trouve, a besoin plus que jamais de la haute finance américaine. C'est à cette richesse intacte que l'empire pourra encore s'adresser après la guerre pour les emprunts indispensables.

Mais des forces déchaînées s'opposent à tous les calculs des hommes et commandent leurs décisions. M. Wilson, qui voulait réserver son jugement jusqu'à la fin de la guerre, comme il l'écrivait à l'empereur allemand, s'est vu entraîné à la rupture et après avoir en vain essayé d'apaiser le conflit, il s'y trouve déjà presque mêlé.

## TURQUIE

*Hilal, 1.II.17.* — Conversations de salon:

La conférence de Pétrograd dont la date n'est pas encore fixée aurait pour tâche — selon une dépêche arrivée hier — d'étudier les moyens les plus puissants à employer dans la continuation de la guerre et de régler l'exploitation rationnelle de toutes les ressources existantes. Ce programme qui, de prime abord, paraît entièrement neuf, ne diffère pas en réalité des programmes des précédentes conférences des chefs de l'Entente. Ceux-ci, redoutant une explosion de colère parmi les peuples dont le sort leur est confié, se sont, sans doute, avisés de les tromper en proclamant que le but qu'ils chercheront à atteindre dans leur réunion aux bords de la Neva n'est pas le même que celui tant de fois poursuivi sur les rives de la Seine, à Londres et récemment encore à Rome. Au fond, le but n'a jamais varié; il est aujourd'hui ce qu'il était hier et il demeurera à l'avenir toujours le même: c'est la victoire, la victoire qui a depuis trente-deux mois constamment échappé aux chefs militaires de l'Entente sur le champ de bataille et que M. Briand et ses amis croient pouvoir pour ainsi dire « amener » par des conversations échangées dans la majestueuse obscurité des chancelleries.

*Lloyd ottoman, 4.II.17.* — La guerre sous-marine intensifiée:

Mais ce n'est pas seulement l'Allemagne bien unie qui s'identifie avec la grave résolution des hommes dirigeants. Dans l'union et avec la solidarité accoutumée c'est la quadruple Alliance tout entière qui appuie l'Allemagne. La presse de la capitale ottomane a reconnu avec un parfait accord la nécessité des mesures plus graves, elle a insisté sur notre droit de renoncer, en face des empiètements de nos ennemis, à tous les ménagements observés jusqu'à ce moment et de payer par la même monnaie les méthodes d'isolement et d'affaiblissement exercées par nos ennemis. Les voix que nous entendons d'Autriche-Hongrie, pays qui a pris les mesures pareilles et de Bulgarie nous montrent que là encore on entretient les mêmes sentiments.

*Hilal, 6.II.17.* — La crise en Russie:

Le but poursuivi par chacun de ces grands partis (la réaction et la Russie nouvelle) est de gagner complètement le tsar à ses vues, le dominer et se rendre ainsi maître du pouvoir. Balloté entre les deux influences qui s'exercent simultanément sur lui et qui ont la même force, l'Empereur penche périodiquement vers l'un ou l'autre de ces partis et c'est ce qui donne lieu à de brusques changements dont nous sommes à un si haut degré étonnés. Les changements

actuels n'ont ni une autre origine ni une autre signification et, après tant d'autres indices, ils montrent que la politique et le gouvernement de Nicolas II ont de la peine à trouver une orientation définitive, ce qui, dans les circonstances actuelles a une importance de premier ordre, importance dont se rendent sans doute compte les esprits, même les moins capables d'analyse et de discernement.

*Lloyd ottoman, 7.II.17:*

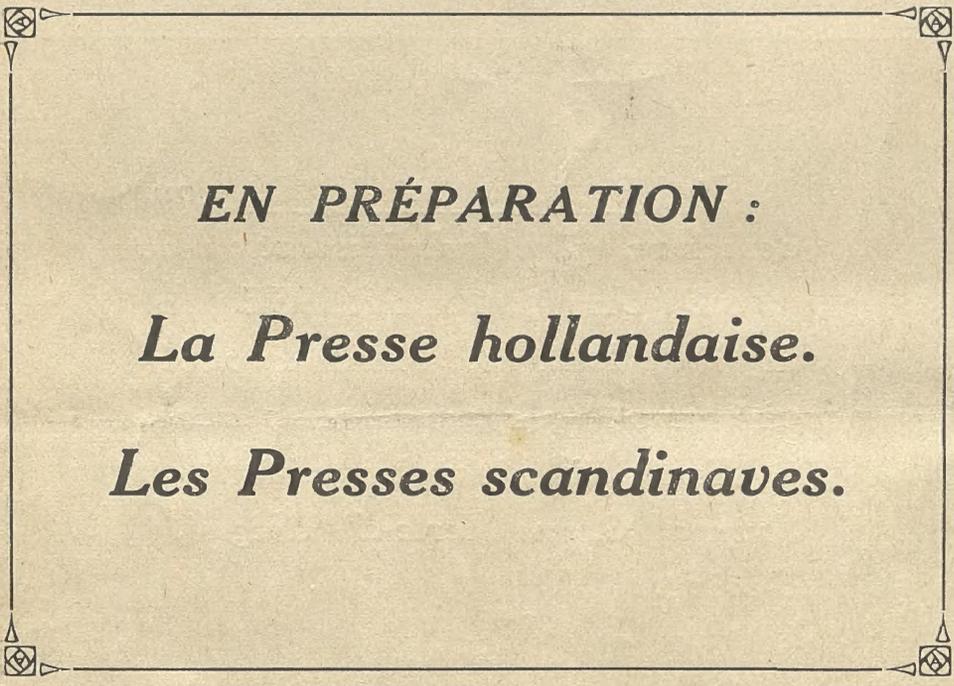
On se rappelle que dans le temps l'Allemagne avait concédé aux Etats-Unis de s'imposer certaines restrictions dans l'emploi des sous-marins. Mais en même temps on avait exprimé l'espoir que Wilson prendrait les mesures propres à mettre un terme aux empiètements des Anglais sur mer. Expressément on avait ajouté que le gouvernement allemand se réservait toute la liberté de ses résolutions au cas où les démarches du gouvernement des Etats-Unis n'auraient pas le succès voulu, c'est-à-dire de faire respecter les lois de l'humanité par toutes les nations belligérantes.

On sait assez la façon brutale dont, même après cette explication, l'Angleterre a exploité son empire sur la mer. Si donc le gouvernement allemand s'est résolu maintenant à employer ses moyens de guerre sur mer sans restriction; il ne fait qu'exercer son bon droit. Il ne peut donc être question de non-observation de promesses faites à n'importe quel Etat.

*Hilal, 8.II.17.* — Les deux solutions de la question d'Orient.

Le journal parlant du partage de la Turquie considéré, dit-il, comme chose faite par une notabilité française:

Sans chercher à savoir si en France même, il s'est trouvé quelqu'un pour partager la joie manifestée si ingénument par l'écrivain français, nous nous sommes tout entier donnés à l'innocente gaîté que provoque un spectacle fait de l'étalage d'une naïveté vraiment exemplaire. Croire que la question d'Orient a été résolue — et résolue en faveur de l'Entente — parce que des diplomates ont signé quelques accords, accords dont l'exécution s'est heurtée à l'irréductible opposition que l'on sait à Gallipoli, en Mésopotamie et dans la Dobroudja... Croire à cela au moment même où la route de Constantinople se trouve à jamais barrée aux Russes et où l'Orient est perdu sans retour pour la France et l'Angleterre... Voilà qui n'est point banal et qui témoigne d'une foi tellement pleine, totale et triomphante que volontiers elle ignore la réalité et la méprise entièrement.



**EN PRÉPARATION :**

***La Presse hollandaise.***

***Les Presses scandinaves.***

*Des Représentants actifs sont demandés par l'administration de la REVUE DE LA PRESSE pour la vente, l'abonnement et la publicité dans les pays alliés et neutres.*

*Ecrire à l'administration du Journal, 3, rue Merle-d'Aubigné, à Genève.*